Mali : les véritables causes de la guerre

- Et en Afrique, on dit quoi ? -

Bastamag, Eros Sana - 4 février 2013 - Tout était en place pour que le Mali s'effondre et que le Sahel explose. Affaibli par les politiques d'austérité du FMI, longtemps paralysé par la Françafrique, victime du réchauffement climatique et de multiples sécheresses, le Mali est devenu l'une des pièces centrales du nouveau grand jeu sahélien. Revendication touarègue, djihadistes enrichis par le narcotrafic, déstabilisation libyenne et ambiguïtés algériennes, financements occultes saoudiens, stratégie à court terme des États-Unis et de l'Union européenne...

Voici toutes les raisons de la guerre.

Nous sommes en 1960, le Mali accède à l'indépendance. Le premier président malien, Modibo Keïta, instituteur et panafricaniste, élu démocratiquement, a à peine le temps d'entamer une profonde réforme agraire avant d'être renversé en 1968 lors d'un coup d'état mené par Moussa Traoré, soutenu par la France. Durant les vingt-trois ans d'un règne sanglant, ce dernier bénéficiera constamment du soutien de tous les gouvernements français. La Françafrique dans toute sa laideur. Moussa Traoré recevra également le soutien du FMI et de la Banque Mondiale dont il appliquera les directives de « plans d'ajustement structurel ». Aggravant ainsi la situation économique et sociale de son pays.

Sécheresses, sous-développement et rébellion dans le nord

Moussa Traoré ne se contente pas d'appauvrir et d'affamer son peuple, il mène aussi une forte répression contre la minorité Touareg du Mali. Les Touaregs représentent environ 2 % de la population malienne [1]. Ils sont également présents au Niger, au Burkina-Faso, en Mauritanie, en Libye et en Algérie. Ils connaissent parfaitement toute la bande sahélienne et gardent, pour un grand nombre d'entre eux, un mode de vie nomade. Ils refusent d'être incorporés dans des structures étatiques et restreints par des frontières nationales qu'ils contestent. Et revendiquent le Nord Mali - l'Azawad - comme territoire indépendant. Une spécificité niée par le découpage des frontières coloniales. Les principales organisations armées touarègues sont le Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA), Ansar Dine et un tout récent groupe issu de la scission de ce dernier, le Mouvement islamique de l'Azawad (MIA), dont le leader se revendique « malien et contre toute forme de terrorisme » [2]

Le réchauffement climatique

La longue lutte du « peuple du désert » s'analyse aussi par les enjeux climatiques : un siècle de détérioration des terres arables, grignotées par le désert malgré les « ceintures vertes », et de longues sécheresses, qui ont bouleversé le modèle pastoral des Touaregs. Les sécheresses de 1968, 1974 et 1985 affamèrent des milliers de Touaregs et les poussèrent dans les villes du sud du Mali. L'année 2012 n'a pas manqué à la règle et a été marquée par une grande sécheresse, amplifiée par le dérèglement climatique.

Peu de temps après le déclenchement de la deuxième rébellion touarègue de 1990, le dictateur Moussa Traoré est renversé par un autre militaire, Amadou Toumani Touré, dit ATT. Il met fin à la dictature ainsi qu'à la guerre contre la rébellion touarègue en signant les accords de Tamanrasset de 1992, qui prévoient la démilitarisation du nord, une décentralisation de l'État et des investissements pour aider au développement de la région, délaissée depuis deux décennies.

La dette et le FMI

C'était oublier la dette. La jeune démocratie malienne, menée par Alpha Oumar Konaré, est empêtrée dans le remboursement d'une dette de près de 3 milliards d'euros, équivalente au PIB annuel du pays. Une dette largement héritée de la dictature militaire : de 1968 à 2001, elle a été multipliée par 30 ! Près de 60 % des recettes fiscales du Mali servent à payer le service de la dette (l'emprunt et les taux d'intérêt) au FMI, empêchant le paiement des salaires, aggravant les inégalités territoriales et la pauvreté. Il faut attendre 2005, pour que le G8 décide d'annuler la moitié de la dette du Mali. Trop tard...

Les fourches caudines du FMI et de la Banque mondiale déstabilisent profondément la société malienne et ses paysans. Le pays perd sa souveraineté alimentaire : il importe les trois quarts des céréales qu'il consomme. Les maliens sont systématiquement poussés à l'exode : des villages vers les villes, du Mali vers la France. La diaspora malienne à l'étranger représente la première source de devises étrangères au Mali.

Malgré un Programme de soutien au développement du nord, doté de 300 millions d'euros, le gouvernement malien ne peut tenir ses engagements. Et en dépit de nouveaux accords de paix signés à Alger, les troubles s'intensifient à nouveau en 2006, puis en 2009. La rébellion touarègue, désormais alliée de circonstance de groupes armés islamistes venus d'Algérie, s'emparent de Kidal (Nord-est) et Menaka (région de Gao), entraînant le redéploiement des forces maliennes au Nord. L'escalade commence.

L'arrivée des djihadistes

De nouveaux acteurs contribuent à fragiliser encore davantage une région déjà explosive. Aux indépendantistes touaregs « laïcs », s'ajoutent des groupes « salafistes » et « djihadistes ». Le plus connu se fait appeler Al-Qaida au Maghreb islamique (AQMI). Essentiellement composé d'Algériens et de Mauritaniens, AQMI est né sur ce qui reste du Groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC). Un mouvement initialement algérien, né pendant la guerre civile, encore plus radical que le Groupe islamique armé (GIA), et dont les liens avec les services secrets de ce pays ont toujours été troubles. AQMI et ses satellites se déplacent avec de l'essence qui ne peut venir que d'Algérie. Les mêmes routes voient transiter armes et matériel. Dont des missiles issus des arsenaux libyens après la chute du régime de Kadhafi en 2011.

Le Sahel : arrière-cour de Kadhafi et des généraux algériens

Le régime des généraux algériens considère le Sahel comme l'un de ses prés carrés stratégiques. Il n'a jamais stoppé son influence, directe ou indirecte, sur les 1 400 kilomètres de frontière que l'Algérie partage avec le Mali. Certains analystes comparent le double jeu des services secrets algériens dans le Sahel à l'attitude des services secrets pakistanais, vis-à-vis des talibans afghans.

L'Algérie n'est pas seule au Sahel. Elle s'est confrontée à l'influence de la Libye de Kadhafi. Pendant des années, le défunt colonel a poussé ses pions dans la région. Recevant par vagues successives une partie des combattants touaregs qu'il a soit intégrés à des unités spéciales libyennes, soit structurés autour de groupes touaregs spécifiques. En 1981, Kadhafi est à l'origine du mouvement fantoche « Front populaire pour la libération du Sahara ». « Pour manipuler les Touaregs, dont le MNLA, il suffisait à Kadhafi d'héberger dans ses hôtels quelques leaders touaregs pendant quelques jours, de boire un thé et du lait et puis de leur remettre des enveloppes pleines de dollars

», raconte un ancien du mouvement.

Quand l'Europe finance indirectement les groupes armés

La Libye de Kadhafi a signé des accords avec l'Union européenne en vue de contenir les dizaines de milliers de migrants africains qui transitaient par la Libye pour tenter d'accéder aux côtes européennes. Avec l'aide de Frontex, l'agence quasi-militaire européenne de gestion des migrants, Kadhafi a non seulement créé des camps de rétention, mais il a généralisé les expulsions des migrants africains vers le désert. Du pain béni pour les filières de trafic humain, majoritairement contrôlées par les groupes armés et djihadistes sévissant dans le Sahel. Ce trafic demeure une source majeure de leur financement. Ces groupes ont ainsi pu continuer de s'armer au su et au vu des services de sécurité français, allemand ou italien présents légalement sur le territoire libyen.

Accaparement de terres : un facteur de guerre ?

Kadhafi et son régime, ne se sont pas contentés de distribuer des dollars à quelques chefs touaregs. Ils ont également investi dans de nombreux projets au Mali. Investissements qui ont créé de profonds déséquilibres au sein de l'économie malienne : du fait de la dépendance qu'ils instituent, et des dégâts sociaux et environnementaux qu'ils causent. En 2008, Kadhafi utilise un fonds d'investissement libyen « dédié » à l'Afrique pour créer la société Malibya Agriculture. Celle-ci achète secrètement plus de 40 000 hectares le long du fleuve Niger, dans la région de Ségou, entre Bamako et Mopti. Objectif : y cultiver du riz et des agrocarburants. Avec l'aide de contractants chinois, des canaux d'irrigation de dizaines de kilomètres sont construits, mettant en danger la biodiversité et la survie des paysans locaux, à la fois privés de leurs terres et de leur eau.

Les conséquences non maîtrisées de la chute de Kadhafi

En plus de ces investissements lourds, Kadhafi multiplie les financements à petite échelle : écoles, dispensaires ou routes dans l'ensemble du Mali. Lorsque Kadhafi et son régime disparaissent, ce sont d'un côté de très nombreuses armes et des centaines d'hommes aguerris qui s'exilent dans le Sahel ; et de l'autre, des flux de plusieurs centaines de milliers d'euros qui se tarissent. Pour un pays dont plus de la moitié de la population vit avec moins d'un dollar par jour, c'est une importante manne qui s'envole. Après avoir appuyé militairement le renversement du régime libyen, les puissances de l'Otan auraient dû prévoir ce vide causé par la chute du colonel et le combler. Cela n'a pas été fait.

Le business des prises d'otages

Une partie des mouvements opérant au Sahel compensent cette perte de ressources en accroissant leur implication dans les trafics. Aux filières clandestines de migration, se substitue le kidnapping. Toujours en 2008, près de cinq millions d'euros sont versés à AQMI en échange de la libération de deux touristes autrichiens (une rançon démentie officiellement par le gouvernement autrichien). La même année, deux diplomates canadiens sont kidnappés et libérés dans les mêmes conditions. Un chantage que n'accepteront plus la France, après avoir négocié la libération de Pierre Camatte en 2010, encore moins l'Algérie comme on l'a vu lors de la prise d'otage du site gazier d'In

Amenas. « Les procédures algériennes et françaises s'unifient de plus en plus dans le refus de sauver les otages et d'accepter de les sacrifier en refusant le chantage des djihadistes », note Alain Joxe, chercheur en géopolitique et directeur du Centre interdisciplinaire de recherches sur la paix et d'études stratégiques (Cirpes).

Les narcotrafiquants latino-américains

Au kidnapping s'ajoute un important trafic de drogue, d'une envergure phénoménale. En 2008, les forces maliennes ont réussi à saisir 750 kilos de cocaïne, dont la revente équivaut à plus d'un tiers du budget de l'armée malienne ! En novembre 2009 c'est carrément un Boeing 727 plein de cocaïne qui se crashe en tentant de re-décoller du désert malien. Avec un équipage composé de nigérians, l'avion, enregistré en Guinée-Bissau, a effectué de fréquents vols entre l'Afrique de l'Ouest, le Mexique, la Colombie et le Venezuela [3]. Les narcotrafiquants latino-américains ont fait de l'Afrique de l'Ouest la plaque tournante du trafic de stupéfiants vers l'Europe. Selon certains experts, près de 60 % de la cocaïne consommée en Europe occidentale - d'une valeur marchande de près de 18 milliards de dollars - transiterait par l'Afrique de l'Ouest. Avant que ne soit fantasmée et utilisée la crainte d'attentats terroristes perpétrés sur le sol français par AQMI, le gouvernement français, l'Union européenne et les États-Unis auraient du tout mettre en oeuvre pour endiguer ce phénomène.

Les pétrodollars saoudiens et qataris

Une dernière source de financement des acteurs de la région - et un autre facteur de déstabilisation - est l'argent qui vient du Golfe persique. Des intérêts saoudiens et qataris soutiennent financièrement des djihadistes salafistes du Sahel. Comparée au kidnapping, à l'arsenal libyen et au trafic de drogue, cette ressource n'est pas la plus importante. Elle pose cependant la question fondamentale de la politique différenciée des États occidentaux. L'Arabie Saoudite et le Qatar sont présentés par les États-Unis et la France comme des alliés stratégiques, notamment dans la lutte contre le régime tyrannique syrien, ainsi que dans le maintien du système financier international, sensiblement alimenté par les milliards des fonds souverains des puissances pétrolières. De l'autre, des membres de ces deux pays financent sans scrupules des groupes « salafistes djihadistes surarmés » comme les qualifie Alain Joxe. Des groupes qui déstabilisent, notamment, le Mali, le Niger, le Nigeria, voire la Tunisie.

Leur objectif : soutenir partout - de l'Indonésie au Nigeria - une vision wahhabite de l'Islam. Elle s'oppose ainsi à la vision de l'Islam majoritairement syncrétique des Maliens. Les fortunes saoudiennes et qataries qui financent ces groupes salafistes ont aussi été profondément perturbées par les révolutions arabes. Elles ont eu des effets jusque dans le golfe persique. Où, comme à Bahreïn, les soulèvements ont été réprimés dans le sang et une quasi-indifférence médiatique [4]. Ils sont résolus à tout mettre en oeuvre pour empêcher qu'émerge un modèle démocratique et musulman qui marquerait la fin des régimes dictatoriaux et monarchiques. Avec, de fait, l'aval implicite des États-Unis et de la France.

Une corruption généralisée

Au Mali, ni le président Konaré, ni le président Touré n'ont lutté contre la corruption généralisée du pays. Pire, il semble qu'ils aient entretenu la corruption au sein de l'armée comme de l'Etat. En 2011, dans le rapport de l'ONG Transparency International sur l'état de la corruption dans le monde, le Mali se retrouve à la 118ème place, sur 184 pays analysés, pour l'indice de perception de la corruption, reculant de 22 places. C'est d'abord face à cette corruption généralisée que le capitaine Bakary Sanogo a justifié le putsch du 22 mars 2012 qui a renversé le

président malien, sous l'oeil plutôt compatissant de la société civile et des partis politiques maliens, et alors que les soldats maliens étaient mis en déroute au nord du pays.

L'échec du modèle français et américain de sécurité

Pourtant, France et États-Unis ont sensiblement investi dans l'armée malienne. Elle bénéficie de programmes spécifiques pour se moderniser. Depuis 1998, la France, suivi par l'Union européenne, a mis en oeuvre l'initiative Recamp (« Renforcement des capacités africaines de maintien de la paix ») en Afrique en général et au Mali en particulier. Recamp était censé « soutenir des actions de formation de cadres et d'unités en vue d'opérations de maintien de la paix, organiser des exercices au profit de ces unités africaines formées et entraînées, et enfin fournir équipements et matériels aux forces africaines qui seraient réellement engagées pour une opération de maintien de la paix sur le continent africain », explique le général de division Michel Klein, de la Fondation pour la recherche stratégique. En dépit des millions d'euros, et alors que Recamp a longtemps été vanté comme un modèle de stabilisation, les capacités de l'armée malienne ne se sont pas renforcées. Loin de là.

Les États-Unis ne sont pas en reste. Le 11 septembre 2001 et l'émergence de la Chine accélèrent l'implication états-unienne en Afrique de l'Ouest. L'administration Bush lance l'initiative pan-sahélienne (Pan Sahel Initiative), qui devient en 2005 la « Trans-Sahel Counterterrorism Initiative » [5]. Elle intègre les Etats sahéliens plus le Nigeria et le Ghana, pour une dépense globale de plus de 500 millions de dollars. La majeure partie de cette aide est constituée d'ouverture de crédits en vue d'acheter du matériel militaire américain. Les opérations états-uniennes en Afrique, des drones décollant de Djibouti aux avions cargos atterrissant en Mauritanie, sont coordonnées depuis l'African Command, créé en 2007 et situé en Allemagne.

A l'instar de l'exemple français, le modèle américain de sécurité pour le Mali est un échec. Pire, il est peut-être à l'origine de l'accélération du conflit. Car, dans la poursuite de la « War On Terror » (Guerre au terrorisme) de Bush, Washington concentre son attention sur les aspects militaires, ignorant la réalité politique et même sociale des pays concernés, dont les questions de la corruption et de la pauvreté. Anecdote révélatrice : les forces spéciales US ont formé des combattants qui se sont retrouvés dans les deux camps. A Bamako, le putschiste Sanogo est un pur produit de l'armée états-unienne : il a été formé au Defense Language Institute entre 2005 et 2007, avant de suivre une formation en renseignement militaire (US Army Intelligence Program) en 2008, et une formation plus conventionnelle d'officier courant 2010. Plusieurs combattants ayant bénéficié de l'entraînement des forces spéciales ont quitté l'armée malienne pour rejoindre les groupes armés du nord et leur offrir leur savoir-faire...

Le Mali, au coeur d'un nouveau « grand jeu » ?

Le Mali semble être l'un des terrains de prédilection d'un nouveau « grand jeu » en matière de lutte d'influences, en vue de conquérir et de maintenir des points stratégiques. A l'instar des alliances et des retournements d'alliances au sein des forces qui avaient conquis le nord du pays, les puissances s'allient et se concurrencent conjoncturellement. La France depuis l'époque coloniale, l'Algérie, la Libye du temps de Kadhafi, les États-Unis et la Chine s'intéressent aux richesses maliennes ou à celles auxquelles le contrôle de son territoire donne accès : en particulier les gisements présumés d'uranium et de diamants situés dans les sous-sols de Kidal au Nord, les terres arables du Sud, les importantes ressources en fer mauritaniennes, ou l'uranium nigérien, exploité par Areva et désormais protégé par les forces spéciales françaises. Et plus loin le pétrole nigérian et tchadien ou le gaz algérien.

Si la France n'était pas intervenue, que ce serait-il passé ? Nombre de Maliens reconnaissent que les rebelles djihadistes auraient marché sur Bamako et se seraient emparés du pouvoir. Mais la France intervient pour éteindre

un feu qu'elle a en partie contribué à allumer et alimenter. Maintenant qu'une partie du Nord est sous contrôle malien et français, que va-t-il se passer ? « Cette opération devrait être accompagnée d'une proposition de mutation dans l'aide proposée au Mali. Le discours purement militaire ne saurait suffire, souligne Alain Joxe. Si Hollande veut réellement rompre avec la Françafrique, il va devoir démontrer qu'il va, au-delà du discours de lutte contre le terrorisme, se donner les moyens pour lutter contre les narcotrafics et le financement international des djihadistes. » Seul un scénario qui permettra au peuple malien de renouer le dialogue, notamment en vue de régler la question touarègue, et de reprendre un contrôle sur ses institutions - politiques, judiciaires et militaires - permettra de sortir durablement de cet effondrement.

Notes

[1] Et 10 % au Nord, où vivent également Belas, Songhaïs, Peuls, Maures et Arabes.

[2] Dans un rapport, Amnesty international décrit l'ensemble des exactions et graves violations des droits humains dont sont responsables le MLNA et Ansar Dine : http://www.amnestyusa.org/news/news...

[3] The Globe and Mail, 13 avril 2012

[4] Bernard Dréano, La perle et le colonel, éditions Non lieu.

[5] Qui devient ensuite Trans-Sahel Counterterrorism Partnership.